

Dans le cadre de la politique de « lutte contre les points de fixation » dans le Calaisis, des opérations de harcèlement consistent à forcer des personnes exilées à déplacer leurs tentes de quelques mètres (de 2 à 500 mètres) quotidiennement entre 8h et 19h, mais également à saisir ou détruire des biens de première nécessité et/ ou affaires personnelles. Ces opérations sont accompagnées de contrôles d'identité souvent abusifs (Cour de cassation, 25 avril 1985, n ° de pourvoi 84-92916) et donnent lieu à des arrestations puis placements en rétention administrative alors illégaux.

Ce matin, un convoi composé d'au moins 7 vans de CRS est venu expulser les habitant.es d'au moins 4 lieux de vie. Le convoi policier était également accompagné d'un fourgon de la PAF, d'une voiture de la Police Nationale, de deux véhicules (un fourgon et une benne) d'une entreprise privée de « nettoyage » APC, opératrice de l'Etat et d'une voiture de trois interprètes.

Ce matin, entre 8 h 46 et 10 h 04, les habitants d'au moins 4 lieux de vie ont été expulsés.

bilan : au moins 39 personnes expulsées et deux arrestations (sous le pont Mollien).

au moins 3 tentes et deux bâches saisies.

- Pont Mollien,

au moins 31 personnes expulsées,

2 tentes et une bâche saisies

Un périmètre est établi, avec des CRS dont un est muni d'une gazeuse.

De l'autre côté du pont 6 personnes s'auto expulsent.

Les exilés se réinstallent au départ du convoi.

- Marck,

Pas d'expulsions, pas de saisies constatées.

Mais le HRO arrive au moment où le convoi se retire.

- Rue de Judée :

Expulsion des deux côtés du site : le convoi se sépare entre les deux.

* côté ouest : un périmètre est installé, en dehors du terrain.

au moins 8 personnes expulsées.

*Auto dépanne :

au moins 8 personnes expulsées.

Saisies : au moins une bâche et une tente pleine de matériel.

Les exilés se réinstallent avant même que le convoi se retire...

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter le coordinateur communication/plaidoyer au + 336 71 04 23 87 ou vous renseigner sur leurs réseaux sociaux Instagram @Humanrightsobs, et Twitter @HumanRightsObs* ou sur leur site <https://humanrightsobservers.org/>

Depuis 2017, le projet Human Rights Observers soutenu par l'Auberge des Migrants a pour mission d'observer et de documenter quotidiennement les violences d'Etat perpétrées à l'encontre

des personnes en situation d'exil à la frontière franco-britannique dans le Calais et le Dunkerquois.